

OMC: les pays émergents rechignent à faire des concessions industrielles

GENÈVE (AFP) - Les pays émergents rechignent mercredi à faire les concessions qu'attendent les pays riches en matière industrielle en contrepartie de leurs offres agricoles, au troisième jour d'une réunion ministérielle cruciale de l'OMC pour sauver sept ans de négociations.



Le directeur général de l'OMC Pascal Lamy (g) et le ministre indien du Commerce Kamal Nath le 23 juillet 2008 à Genève (© AFP - Fabrice Coffrini)

Le ministre indien du Commerce et de l'Industrie, Kamal Nath, arrivé à Genève mercredi, a refusé de dire s'il allait mettre sur la table des négociations une ouverture accrue du marché indien aux importations de produits industriels.

Mais il a souligné que la négociation ne devait pas servir à "accroître la prospérité des pays développés", et souligné l'importance pour les pays en développement de "protéger leurs industries de plus en plus compétitives".

"Nos offres dépendront de ce qui sera mis sur la table par les autres", a-t-il ajouté, tout en rappelant que le cycle de négociations, dit "Programme de Doha pour le développement", a été ouvert en 2001 dans l'objectif de mettre la libéralisation du commerce au service des pays pauvres.

"Nous espérons que M. Nath a juste lu un vieux discours", a réagi la porte-parole de la représentante américaine au Commerce Susan Schwab. "Si les pays émergents n'apportent pas leur contribution à la négociation, ce ne sera pas vraiment un cycle de développement", a-t-elle dit.

Les négociateurs européen et américain, Peter Mandelson et Susan Schwab, jugent maintenant qu'il est temps d'avancer dans les négociations sur les produits industriels, après avoir fait des offres agricoles.

Mardi, les Etats-Unis ont offert de réduire leurs subventions agricoles à moins de 15 milliards de dollars par an "afin de faire avancer la négociation cette semaine".

Mais l'offre américaine a été jugée insuffisante, par l'Inde et par le Brésil, qui semblent décidés à faire monter la pression pour obtenir plus de concessions.

Le ministre indien a cependant reconnu mercredi après-midi que les Etats-Unis avaient émis un signal positif en proposant cette nouvelle offre. Mais, a-t-il ajouté, "nous devons voir jusqu'où ils peuvent aller".

Les pays émergents sont par ailleurs eux-mêmes divisés sur les concessions qu'ils sont prêts à faire en matière d'ouverture de leurs marchés.

Au sein du "Nama 11", groupe de pays en développement qui veulent limiter l'ouverture de leurs marchés industriels, certains pays, comme l'Argentine ou l'Afrique du Sud, ont adopté des positions particulièrement dures, alors que le Brésil a besoin d'un accord dans l'industrie pour pouvoir bénéficier à plein d'un accord agricole.

Parmi les sujets de paralysie, une "clause anti-concentration", voulue par l'Europe, qui empêcherait les pays émergents d'exclure des secteurs entiers de leur économie du champ de l'ouverture de leurs marchés. Un sujet important notamment pour l'Allemagne, qui cherche des débouchés pour son secteur automobile.

Mais tant les Brésiliens que les Indiens jugent qu'il s'agit d'une "mauvaise idée". "Si cela devait faire échouer un accord, qu'il en soit ainsi", a estimé le ministre indien.

Face à ces blocages, le processus a pris une journée de retard. Une réunion à sept (Etats-Unis, Union européenne, Inde, Brésil, Japon, Australie, Chine), qui a démarré dans l'après-midi, semblait partie pour se prolonger tard dans la nuit, selon un négociateur, qui a évoqué des discussions "très intenses".

Après les progrès "modestes" enregistrés depuis lundi, le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, a appelé les pays membres à travailler "ensemble avec davantage conscience de l'urgence".